Les communications

la question. Quant au maximum alloué—je répondrai par l'affirmative. Mais cela dit, et cela montre bien mon sentiment, j'avoue que l'expérience pratique m'a montré qu'à certains moments et en certains endroits il n'est pas vraiment souhaitable d'en dire plus. Dans certains cas, il s'agit de mesures internes qui servent d'outil à la gestion. Nous tous vivons sous les feux de la rampe et je crois que la Fonction publique a le droit dans bien des cas, qu'on lui donne le temps de faire les ajustements nécessaires et de se corriger, pourvu qu'elle prenne les mesures appropriées pour y parvenir.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, puis-je poser au ministre deux ou trois autres questions? Dans quelle mesure ces instructions ont-elles été diffusées? Au bas de la lettre de M. Osbaldeston figure une liste d'organismes et de ministères. Serait-il possible de déposer, en plus du document qui a été déposé aujourd'hui, la liste des organismes et ministères auxquels la directive a été envoyée, afin que nous sachions si les sociétés de la Couronne par exemple sont incluses dans cette liste ou si les organismes directement liés à l'administration publique sont les seuls en cause.

M. Andras: Monsieur l'Orateur, j'examinerai cette requête. Je devrai me rafraîchir la mémoire avant de vous dire si ces instructions ont été adressées à des organismes ne faisant pas partie de la Fonction publique proprement dite, et si les sociétés de la Couronne ont été laissées de côté. Il serait possible et souhaitable, d'étendre un jour ou l'autre ces pratiques à tous les organismes placés sous notre compétence, la Fonction publique, les sociétés de la Couronne, etc. En fait, nous cherchons à en informer également le secteur privé. Il existe des dispositions permettant d'examiner et d'adopter cette technique extrêmement avancée; tout au moins certaines entreprises importantes du secteur privé envisagent-elles déjà de l'adopter, comme c'est également le cas pour certaines universités. Il ne nous reste qu'à savoir le temps qu'il faudra pour arriver à des résultats concrets.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre sait-il combien de personnes ont été embauchées par les divers ministères pour faire ces mesures, ou des fonctionnaires des ministères ont-ils été chargés de l'opération, en tant que membre de l'effectif de «l'évaluation administrative», si je puis employer cette expression, des ministères? Je remarque que le document déposé cite certaines sections comme exemples. Je me demande si on nous fera connaître les objectifs fixés, comme il est dit dans le document. Seront-ils déposés à la Chambre pour que le Parlement puisse avoir un tableau d'ensemble?

M. Andras: Monsieur l'Orateur, j'avoue ne pas connaître le nombre de personnes qui ont été chargées de ces mesures. Bien entendu, on nous demandera ensuite une analyse coût-bénéfice des analyses coût-bénéfices.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): J'en ai bien peur.

M. Andras: Je ne plaisante qu'à moitié. Je pense qu'il faut voir quelles sont les économies qui seront réalisées. J'en ai eu l'expérience dans les affaires, où nous étions amenés parfois à adopter un mode de contrôle, et lorsque j'ai examiné les pertes sur 20 ans, elles étaient bien moindres que les frais que nous avions engagés pour faire le travail de vérification. Il faut admettre que d'autres facteurs entrent également en jeu. J'es-

sayerai néanmoins de donner au député les précisions demandées, car je ne les ai pas en tête.

M. l'Orateur: A l'ordre. J'ai remarqué que deux autres députés veulent poser des questions, le député de Grenville-Carleton et le député de Bellechasse et je pense que nous en resterons là.

M. Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, ma question se rattache à celle du député de Vegreville. Le ministre se propose-t-il de présenter une mesure visant à modifier les structures de façon à permettre au public un accès formel au processus de surveillance? A-t-on l'intention de saisir un comité parlementaire de cette affaire? En toute franchise, je pense à une modification de la loi concernant le vérificateur général qui pourrait avoir certaines conséquences.

M. Mazankowski: Cela est compris dans la loi actuellement.

M. Baker (Grenville-Carleton): La loi mentionne-t-elle une autre structure?

M. Andras: Monsieur l'Orateur, si le député parle d'une mesure aussi détaillée que celle que j'ai mentionnée dans ma déclaration, je ne peux dire précisément s'il y est question exactement de ce à quoi songe le député. Mais je pense que la chose est claire dans la loi sur le vérificateur général qui a franchi l'étape de la première lecture l'autre jour. Je sais que le député a posé une question semblable il y a quelques jours. Je ne me souviens pas exactement de l'article, mais je pense que l'article 13 indique nettement la mesure dans laquelle le vérificateur général a accès aux renseignements concernant les sociétés de la Couronne et d'autres organismes. Cela est énoncé dans le bill.

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, étant donné l'importance de cette mise en application dans la Fonction publique, est-ce que le ministre pourrait dire à la Chambre s'il a eu des réactions défavorables de fonctionnaires relativement à cette mesure, et s'il a également reçu des commentaires très favorables, afin de pouvoir mettre cela en application d'une façon bien ordonnée pour obtenir les résultats souhaités?

[Traduction]

M. Andras: Monsieur l'Orateur, je peux seulement dire que j'ai reçu des commentaires favorables de mes propres fonctionnaires au Conseil du Trésor.

* * *

LES COMMUNICATIONS

EMISSION TÉLÉDIFFUSÉE SUR LA CULTURE
CANADIENNE-FRANÇAISE

M. J. R. Holmes (Lambton-Kent): Monsieur l'Orateur, aux termes de l'article 67 du Règlement, je présente une pétition au sujet d'une émission documentaire sur la culture canadienne-française à Paincourt diffusée sur les ondes de CBET, canal 9 à Windsor, le lundi 25 octobre 1976 entre 7 heures et 7 h 30 du soir. Cette émission constituait une représentation grossièrement trompeuse de la culture du groupe canadien-français de ce village, et les pétitionnaires prient la Chambre de faire enquête sur la question et d'y apporter les remèdes qu'elle jugera bon d'y apporter.